

**Nations unies - Réunion publique
sur la Birmanie - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 28 août 2018)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir pris l'initiative de cette réunion, un an presque jour pour jour, après le début de la crise dans l'Etat de l'Arakan. Je souhaite également saluer l'engagement personnel du Secrétaire général pour mobiliser l'attention et l'action internationales sur cette tragédie. Je remercie aussi chaleureusement l'ambassadrice de bonne volonté du HCR, Mme Cate Blanchett, ainsi que M. le sous-Secrétaire général, M. Tegegnetwork Gettu, pour leurs présentations sur cette situation qui exige en effet l'attention soutenue et déterminée de notre Conseil.

Devant l'Assemblée générale des Nations unies il y a presque un an, le président de la République avait dénoncé le "nettoyage ethnique" dont les Rohingyas ont été victimes. La France n'a cessé de souligner depuis sa préoccupation face aux violations graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises de manière organisée, coordonnée et systématique dans l'Etat de l'Arakan.

Je souhaiterais formuler aujourd'hui trois observations :

1/- Premièrement, un constat : des engagements ont été pris par les autorités birmanes et doivent être mis en oeuvre. S'ils constituent des premiers pas à encourager, les progrès observés sur le terrain restent très limités et ne sont pas à la hauteur de l'ampleur ni de la gravité des violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire qui sont commises.

La France est à cet égard très préoccupée par les conclusions du pré-rapport de la mission d'établissement des faits du Conseil des droits de l'Homme, selon lesquelles des qualifications de génocide, de crime contre l'humanité, et de crimes de guerre, qui relèvent de la compétence de la Cour pénale internationale, pourraient être retenues contre l'armée birmane. La France appelle la communauté internationale à mener une action déterminée en faveur de la collecte et de la conservation des preuves, et à faire en sorte que les responsables des crimes commis contre la population Rohingya, soient traduits en justice.

La France réitère par ailleurs son appel aux autorités birmanes à coopérer avec la Rapporteuse spéciale, ainsi qu'avec la mission d'établissement des faits des Nations unies. Nous avons pris

note de l'établissement par la Birmanie d'une Commission d'enquête sur les violations des droits de l'Homme. Pour autant, nous ne disposons à ce stade d'aucune information sur les garanties d'indépendance et d'impartialité de ce mécanisme et sur la protection apportée aux témoins. Nous condamnons par ailleurs les violations graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises contre les enfants et espérons que Mme Virginia Gamba, représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés, qui s'est rendue récemment sur le terrain, pourra prochainement rendre compte au Conseil de sa mission et lui transmettre un rapport mis à jour.

Nous saluons par ailleurs la conclusion en juin du Mémorandum d'entente avec le PNUD et le Haut-Commissariat aux Réfugiés, qui est une étape essentielle pour permettre, le moment venu, un retour volontaire, sûr, digne et durable des réfugiés Rohingyas. Pour autant, nous sommes inquiets des restrictions d'accès qui persistent. Or seul un accès sans entrave à l'ensemble des villages affectés et à toutes les communautés permettra d'assurer que les conditions d'un tel retour sont réunies.

S'agissant des recommandations de la Commission Annan enfin, des éléments chiffrés sont régulièrement avancés par les autorités birmanes, mais nous disposons de très peu d'informations concrètes sur la manière dont les mesures sont réellement mises en oeuvre. La France réitère en particulier l'importance des recommandations relatives à la question de la citoyenneté et de la révision de la loi de 1982, ainsi qu'à l'égalité des droits pour toutes les personnes appartenant à la communauté Rohingya. Nous soutenons également les recommandations relatives à la liberté de mouvement des populations, à l'accès des médias ou encore au développement socio-économique de l'Arakan.

Monsieur le Président,

2/- Deuxièmement, je souhaiterais m'arrêter sur la dimension humanitaire de la crise. La France, à titre national et dans le cadre de l'UE, apporte son soutien au Bangladesh qui accueille sur son territoire, avec une générosité admirable, près d'un million de réfugiés Rohingya qui vivent dans des conditions particulièrement précaires. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés et l'ensemble des agences et organisations humanitaires et des Nations Unies concernées accomplissent également un travail remarquable. La communauté internationale doit continuer à soutenir le Bangladesh et les agences humanitaires selon trois priorités : (i) un, augmenter ses contributions au plan de réponse humanitaire des Nations unies, aujourd'hui financé à 33% seulement ; (ii) deux, continuer à prendre les mesures nécessaires à la protection des Rohingyas face aux risques, sécuritaires et sanitaires dans les camps ; (iii) trois, continuer à accompagner le Bangladesh, les acteurs humanitaires et les populations locales hôtes afin de rendre les conditions de vie des réfugiés Rohingya aussi soutenables que possible, tout en préservant les perspectives nationales de développement économique du Bangladesh. Une attention particulière aux besoins des enfants, notamment en matière de scolarisation, et à ceux des femmes, qui ont souffert d'indicibles violences, est indispensable. J'ai toujours à l'esprit l'image et le témoignage des femmes que nous avons rencontrés au printemps dernier à lors de notre visite à Cox's Bazar.

3/- Enfin, et ce sera là mon dernier point, le Conseil de sécurité et la communauté internationale doivent rester pleinement engagés afin d'assurer un suivi attentif de la pleine mise en oeuvre de la déclaration présidentielle du mois de novembre dernier et de l'accord

tripartite conclu entre le gouvernement civil birman, le HCR et le PNUD sur la question du retour des réfugiés.

Monsieur le Président,

La réponse au drame des Rohingyas passe par le traitement des causes profondes de la crise. Elle exige également que justice soit rendue. Ce Conseil a eu l'occasion, il y a quelques semaines, d'échanger de manière approfondie avec l'envoyée spéciale du Secrétaire général, Mme Christine Schraner Burgener, et de lui réitérer son plein soutien dans l'exercice de ses fonctions. Nous encourageons les autorités birmanes à continuer à coopérer étroitement avec l'envoyée spéciale afin de parvenir à une solution durable.

La semaine de haut-niveau de l'Assemblée générale le mois prochain sera également l'occasion de poursuivre cette mobilisation. En l'absence de progrès tangibles sur le terrain dans les prochaines semaines, nous devons examiner avec attention les nouvelles actions que le Conseil de sécurité pourrait prendre afin de répondre à la crise des réfugiés Rohingyas.

Je vous remercie./.